



**l'Assurance
Maladie**

Agir ensemble, protéger chacun

Seine-et-Marne

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (C.C.A.P.)

ORGANISME :

CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DE SEINE ET MARNE

(CPAM 77)

Rue des Meuniers

77950 RUBELLES

France

Objet de l'accord-cadre :

Travaux de rénovation des sols et murs

Marché n° 2025PA003

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DE L'ACCORD-CADRE	4
ARTICLE 2	FORME ET PROCEDURE DE L'ACCORD-CADRE	4
ARTICLE 3	PIECES CONTRACTUELLES	4
ARTICLE 4	DESIGNATION DES PRESTATIONS.....	5
ARTICLE 5	DUREES.....	5
ARTICLE 6	LIEU D'EXECUTION	6
ARTICLE 7	CONDITIONS D'ETABLISSEMENT DES BONS DE COMMANDE	6
ARTICLE 8	PRIX DU MARCHE.....	9
ARTICLE 9	REVISION DES PRIX	9
ARTICLE 10	MODIFICATIONS FINANCIERES POUR CIRCONSTANCES IMPREVISIBLES.....	11
ARTICLE 11	MODALITES DE FACTURATION ET DE REGLEMENT.....	12
ARTICLE 12	AVANCES	14
ARTICLE 13	SOUS-TRAITANCE ET CESSION DU MARCHE	14
ARTICLE 14	PENALITES	16
ARTICLE 15	REALISATION DES OUVRAGES	17
ARTICLE 16	PRESCRIPTION RELATIVES A L'ENVIRONNEMENT	18
ARTICLE 17	GARANTIES CONTRACTUELLES ET DEFFAILLANCE DU TITULAIRE	18
ARTICLE 18	RESPONSABILITE ET ASSURANCE	19
ARTICLE 19	OBLIGATIONS ET ENGAGEMENTS DES PARTIES.....	20
ARTICLE 20	PERSONNEL DU TITULAIRE	21
ARTICLE 21	PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT EMPREINTE SOCIETALE.....	22
ARTICLE 22	REFERENCES COMMERCIALES	22

ARTICLE 23	MODIFICATION DU PRESENT MARCHE	22
ARTICLE 24	RESILIATION DU MARCHE.....	23
ARTICLE 25	REGULARISATION DE LA SITUATION FISCALE ET SOCIALE DU TITULAIRE.....	24
ARTICLE 26	DIFFERENDS ET LITIGES.....	25
ARTICLE 27	LISTE RECAPITULATIVE DES DEROGATIONS AU CCAG.....	25

ARTICLE 1 OBJET DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre a pour objet des travaux relatifs à la rénovation des sols et des murs sur l'ensemble du patrimoine immobilier de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Seine-et-Marne.

La nature des travaux, les conditions techniques ainsi que les exigences fonctionnelles de leur exécution sont définies dans le CCTP.

ARTICLE 2 FORME ET PROCEDURE DE L'ACCORD-CADRE

2.1 Procédure de l'accord-cadre

L'accord-cadre est conclu en application du Code de la commande publique issu de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique et du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du Code de la commande publique, parus au Journal officiel du 5 décembre 2018.

La procédure retenue est un marché à procédure adaptée passé en application des articles L2123-1, R.2123-1, R.2123-4, du Code de la commande publique.

2.2 Forme de l'accord-cadre

La technique d'achat choisie est l'accord-cadre en vertu de l'article L.2125-1-1° du Code de la commande publique.

La forme retenue est l'accord-cadre mono-attributaire conformément à l'article R2162-8 du Code de la commande publique. Cet Accord-cadre s'exécute au fur et à mesure de l'émission de bons de commandes dans les conditions fixées aux articles R2162-13 et R2162-14 du code de la commande publique.

En application de l'article R2162-4 du Code de la commande publique, l'accord-cadre est conclu avec un montant maximum fixé à 300 000 € HT.

Aucune modification de l'accord-cadre ne pourra être effectuée sans la notification d'un avenant, sauf cas particulier prévu dans le présent CCAP.

ARTICLE 3 PIECES CONTRACTUELLES

Le Titulaire déclare avoir pris connaissance des pièces contractuelles énumérées infra et accepter toutes les clauses qu'elles comportent.

En cas d'incompatibilité ou de divergence d'interprétation des pièces, celles-ci prévalent dans l'ordre de leur énumération.

Les originaux de l'ensemble des documents qui font seule foi sont conservés par l'administration.

Par dérogation à l'article 4 du CCAG Travaux, les pièces contractuelles du présent accord-cadre sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement et ses annexes (BPU et DQE);
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- Le livret de sécurité de la CPAM 77 (remis à la notification de l'accord-cadre),
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Travaux, ci-après désigné CCAG-Travaux (Arrêté du 30 mars 2021) ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification de l'accord-cadre ;
- L'offre technique du Titulaire.

ARTICLE 4 DESIGNATION DES PRESTATIONS

Les prestations objet du présent accord-cadre ainsi que leurs modalités d'exécution sont définies dans le CCTP.

ARTICLE 5 DUREES

5.1 Durée du marché

L'accord-cadre est conclu pour une durée d'un an, à compter de sa date de notification.

Il est reconduit annuellement à sa date anniversaire, par tacite reconduction sans que sa durée totale ne puisse excéder quatre ans.

Conformément à l'article R2112-4 du Code de la commande publique, le Titulaire ne peut s'opposer à cette reconduction.

L'accord-cadre peut-être résilié à tout moment par la CPAM 77 dans les conditions prévues au présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP).

5.2 Point de départ des prestations

Les prestations font l'objet de bons de commande établis par la CPAM 77 au fur et à mesure de ses besoins.

Par dérogation à l'article 3.7 du CCAG-travaux, les dates et délais d'exécution sont précisés dans les bons de commande.

5.3 Durée d'exécution des bons de commande

La CPAM 77 peut émettre et notifier au Titulaire des bons de commande pendant toute la durée de validité de l'accord-cadre. Les bons de commande émis comportent l'indication de la durée pendant laquelle toute(s) la (les) prestation(s) est (sont) exécutée(s).

Par dérogation à l'article 3.7 du CCAG-Travaux, les dates et délais d'exécution sont précisés dans les bons de commande. La durée d'exécution des bons de commande ne peut excéder 3 mois au-delà du terme de l'accord-cadre. Aucun bon de commande ne peut être émis après l'expiration de l'accord-cadre.

En cas de dépassement des délais indiqués dans le bon de commande pour l'exécution des prestations, il est fait application de pénalités prévues à l'article 14 du CCAP.

ARTICLE 6 LIEU D'EXECUTION

Les prestations se déroulent dans le département de Seine et Marne.

ARTICLE 7 CONDITIONS D'ETABLISSEMENT DES BONS DE COMMANDE

7.1 Emission des bons de commande

Les bons de commande sont établis par le Département Budget Achats Marchés et signés par toute personne habilitée de la CPAM 77.

Le bon de commande est notifié au Titulaire par mail avant tout commencement d'exécution des prestations.

En cas de cotraitance, les bons de commande sont adressés au mandataire du groupement, qui a seul compétence pour formuler des observations au pouvoir adjudicateur.

Un bon de commande mentionne :

- Une date et un numéro ;
- Les références de l'accord-cadre ;
- Nom et adresse du Titulaire ;
- La désignation exacte des Travaux ;
- Le(s) lieu(x) de livraison ;
- Les délais de livraison ;
- Le prix total du bon de commande (HT, TVA, TTC) ;
- L'adresse de facturation.

Lorsque le Titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au signataire du bon de commande, par dérogation à l'article 3.7 du CCAG-Travaux, dans un délai de 5 jours ouvrés à compter de la date de réception de celui-ci, sous peine de forclusion.

Le Titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non faits l'objet d'observations de sa part. Sauf cas de force majeure, en cas de refus d'exécution d'un bon de commande, le présent accord-cadre peut être résilié aux torts exclusifs du Titulaire.

Toutefois, outre les stipulations de l'article 18.2 du CCAG-Travaux, un délai supplémentaire peut être accordé sur demande écrite et motivée du Titulaire, après accord exprès du pouvoir adjudicateur. Ce délai supplémentaire est notifié au Titulaire par mail de la CPAM 77.

Passé ce délai, il est fait application des pénalités prévues à l'article 14 **Erreur ! Source du renvoi introuvable.** du présent CCAP.

7.2 Modification des bons de commande

La CPAM 77 se réserve le droit de modifier un bon de commande dont les prestations sont en cours de réalisation. Dans cette hypothèse, les prestations commandées sont suspendues, et la CPAM 77 adresse un bon de commande rectificatif au Titulaire, qui doit formellement notifier son acceptation de la modification. Le(s) délai(s) de réalisation de(s) la(es) prestation(s) modifiée(s) est (sont) précisé(s) dans le bon de commande rectificatif.

7.3 Arrêt et suspension de l'exécution des prestations d'une commande

- Arrêt de l'exécution des prestations d'une commande

La CPAM 77 peut mettre fin à un bon de commande en cours et arrêter ainsi l'exécution des prestations commandées. Cette décision est notifiée au Titulaire par lettre recommandée avec avis de réception sans que cette décision ne nécessite de justification. Sous réserve de respecter un préavis de 10 jours ouvrés, l'arrêt des prestations doit être notifié au Titulaire par mail.

En cas d'arrêt en cours d'exécution, les parties déterminent conjointement, en fonction du taux d'avancement des prestations commandées, les sommes dues au Titulaire. Cette décision ne donne lieu à aucune indemnité supplémentaire.

L'application de cet article n'entraîne pas la résiliation de l'accord-cadre, par dérogation à l'article 50 du CCAG-Travaux.

- Suspension de l'exécution des prestations d'une commande

Pour chaque commande, la suspension de l'exécution d'une commande peut être décidée par la CPAM 77, pour une durée maximale de trois mois.

A cette occasion, la CPAM 77, prend à sa charge les frais de prestations que le Titulaire a pu engager du fait du commencement d'exécution du bon de commande dans la mesure où la suspension est supérieure à une durée de 10 jours ouvrés. Le Titulaire doit produire sur simple demande de la CPAM 77, les justificatifs des frais engagés au titre du commencement de l'exécution dudit bon de commande.

En cas de rupture ou de difficultés d'approvisionnement des fournitures prévues dans les séances de dépistages rendant impossible le respect des délais d'exécution contractuels pour des raisons

extérieures au titulaire, la CPAM 77 pourra décider de prolonger le délai d'exécution et donc de modérer ou d'annuler les pénalités de retard associées.

Le Titulaire doit en faire la demande écrite et présenter les justifications nécessaires suivant les modalités décrites supra. Cette décision ne donne lieu à aucune indemnité.

7.4 Réception des travaux

La réception des travaux est prononcée dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG Travaux.

Le titulaire notifie par écrit au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre la date à laquelle il estime que les travaux sont achevés. Sur cette base, le maître d'œuvre organise les opérations préalables à la réception dans un délai de vingt (20) jours à compter de la réception de cet avis, ou de la date d'achèvement indiquée si elle est postérieure.

Ces opérations donnent lieu à un procès-verbal dressé contradictoirement, signé par le maître d'œuvre et le titulaire. Ce procès-verbal constate notamment :

- l'achèvement des travaux,
- la conformité des prestations au marché,
- les éventuelles réserves à lever,
- la remise en état des lieux,
- la présence ou non du maître d'ouvrage et du titulaire.

Sur proposition du maître d'œuvre, le maître d'ouvrage prononce la réception des travaux, avec ou sans réserves, dans un délai maximal de trente (30) jours suivant la date du procès-verbal.

La date d'effet de la réception est celle fixée par le maître d'ouvrage. Elle constitue le point de départ du délai de garantie.

En l'absence de décision du maître d'ouvrage dans le délai précité, les propositions du maître d'œuvre valent réception, sauf dans le cas prévu à l'article 41.1.3 du CCAG Travaux où la réception est réputée acquise à l'issue d'un délai de trente (30) jours après information sans suite du maître d'ouvrage.

La réception peut être partielle ou globale, selon les stipulations des documents particuliers du marché.

Aucune prise de possession des ouvrages par le maître d'ouvrage ne peut intervenir avant la réception, sauf en cas d'urgence dûment constatée, et sous réserve de l'établissement d'un état des lieux contradictoire préalable.

7.5 Gestion des déchets de chantier

La gestion des déchets de chantier sera effectuée dans les conditions prévues à l'article 36 du CCAG Travaux.

Le titulaire est responsable, pendant toute la durée du chantier, de la gestion des déchets issus de son activité, y compris les emballages et chutes de matériaux. Il doit organiser leur collecte, tri, transport, évacuation et traitement dans le respect de la réglementation en vigueur.

Un schéma d'organisation de gestion des déchets devra être transmis au maître d'ouvrage dans un délai de deux mois à compter de la notification du marché. Il précisera notamment les moyens de tri, les installations utilisées, la personne responsable du suivi des déchets et les actions de sensibilisation du personnel.

Le titulaire doit fournir tous les documents de traçabilité (bordereaux de suivi, constats d'évacuation...) pendant toute la durée des travaux.

En cas de manquement (absence de documents ou d'évacuation des déchets), des pénalités pourront être appliquées après mise en demeure restée sans effet, et les déchets pourront être enlevés d'office aux frais et risques du titulaire.

ARTICLE 8 PRIX DU MARCHÉ

8.1 Généralités sur les prix

Les prestations sont réglées par application des prix indiqués en annexe financière de l'acte d'engagement.

L'ensemble des frais du Titulaire est inclus dans les prix indiqués en annexe de l'acte d'engagement. Les prix comprennent les dépenses de toute nature inhérentes à l'exécution du marché. Le Titulaire n'est fondé à réclamer aucun supplément de prix du fait d'une erreur d'évaluation de sa part sur la charge de travail ou les moyens de nature nécessaires à l'exécution des prestations.

Le taux de TVA en vigueur est de 20%. La taxe sur la valeur ajoutée est facturée au taux en vigueur à la date de notification du marché. En cas de modification de la législation fiscale au cours de la durée du marché, il sera fait application du taux en vigueur à la date du fait générateur, sans qu'il soit besoin de constater la modification par voie d'avenant.

8.2 Forme du prix

Le marché est traité à prix unitaire.

ARTICLE 9 REVISION DES PRIX

Les prix sont réputés établis aux conditions économiques du mois de la remise des offres. Ce mois est appelé mois zéro (Mo).

Les prix sont révisibles pendant toute la durée de l'accord-cadre.

Les prix unitaires sont révisibles annuellement à compter de la date de notification de l'accord-cadre.

Avant application, le Titulaire informe par mail la CPAM 77 de la volonté d'appliquer la révision des prix, deux mois avant la date prévue pour l'application de la révision.

Dès que la valeur des indices est connue, le titulaire procède à l'application de la formule paramétrique de révision en prenant en compte le dernier indice connu au moment de la révision et transmet le calcul des prix révisés à la CPAM 77 pour validation. Les prix résultant de la révision seront appliqués à compter du premier jour du mois suivant celui des révisions. Elle se fera à la hausse comme à la baisse. Le Titulaire est tenu de transmettre à la CPAM 77, le BPU révisé accompagné des documents officiels qui justifient la révision de prix.

Les prix unitaires figurant à l'annexe financière du présent accord-cadre sont révisés annuellement à la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre, par application des formules de révision ci-dessous :

Pour les travaux de peinture et de revêtements muraux :

$$P = P_o \times (0,20 + 0,80 \times \frac{BT46}{BT46o})$$

Pour les travaux de revêtements de sol :

$$P = P_o \times (0,20 + 0,80 \times \frac{BT11}{BT11o})$$

Dans laquelle :

P = Prix révisé HT

P_o = Prix initial HT

BT46o et BT11o = Index du prix d'origine (derniers indices connus au moins de remise de l'offre)

BT46 et BT11 = Derniers index connus au mois de la date d'anniversaire de la notification de l'accord-cadre)

Les index BT46 et BT11 sont disponibles sur le site de l'INSEE.

La révision de prix ne donnera pas lieu à l'établissement d'un avenant.

Arrondis : Lors de la mise en œuvre de la formule de révision du prix, les calculs intermédiaires et finaux sont effectués avec quatre (4) décimales. Pour chacun de ces calculs, les arrondis sont traités de la façon suivante :

- si la cinquième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la cinquième décimale est inchangée (arrondi par défaut).
- si la cinquième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la cinquième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

ARTICLE 10 MODIFICATIONS FINANCIERES POUR CIRCONSTANCES IMPREVISIBLES

Lorsque des circonstances imprévisibles et extérieures aux parties surviennent en cours d'exécution, les parties peuvent convenir d'une modification des clauses financières, si celle-ci est nécessaire à la poursuite de l'exécution, dans les conditions prévues à l'article R.2194-5 du CCP. Une telle modification n'est qu'une faculté pour la CPAM 77.

Si elle envisage de modifier l'accord-cadre pour tenir compte des surcoûts engendrés par les circonstances imprévisibles, la CPAM 77 se fonde sur les justifications financières précises que lui apporte le titulaire.

Seules peuvent être prises en compte les circonstances produisant un effet réel et certain sur l'exécution du marché, la présente clause n'ayant pas pour objet de compenser des surcoûts dont la survenance n'est qu'hypothétique.

A l'appui de toute demande tendant à la modification des conditions financières du présent marché, le titulaire doit :

- adresser une demande écrite à la CPAM 77 démontrant l'existence d'une circonstance imprévisible au sens de l'article R.2194-5 du CCP ;
- justifier son prix de revient initial, tel qu'envisagé à la date de remise de son offre, et, par conséquent, sa marge bénéficiaire ainsi que les éventuelles provisions pour risques intégrées dans son prix ;
- fournir tout document de nature comptable (bilans, factures, ...) ou contractuelle (notamment les contrats de fournitures ou de sous-traitance), attestant de la réalité et de l'étendue des surcoûts supportés depuis la survenance de l'évènement imprévisible, pour l'exécution du présent accord-cadre.

La CPAM 77 vérifie la réalité et la sincérité de ces documents et décide de la suite à donner à la demande du titulaire.

En cas d'acceptation de la demande par la CPAM 77, les modifications apportées aux prix ou aux clauses d'évolution des prix (périodicité ou formule de révision), font l'objet d'un avenant signé par les deux parties.

La durée de cet avenant est strictement limitée à la durée des circonstances imprévisibles. Celle-ci peut éventuellement être prolongée dans les conditions définies dans l'avenant.

L'avenant conclu sur le fondement du présent article précise, via une clause de rendez-vous, les conditions dans lesquelles, en fin d'exécution du marché, la CPAM 77 et le titulaire déterminent le montant définitif de la compensation des surcoûts anormaux réellement subis par le titulaire.

Ainsi, si le montant des compensations excède le montant des pertes, le titulaire est alors redevable de la différence. Le montant correspondant est alors récupéré par le bénéficiaire :

- Soit par précompte sur les factures restant à émettre par le titulaire ;
- Soit par avoir, récupéré sur les montants restant à régler ou à défaut récupéré au moyen d'un titre de recouvrement.

ARTICLE 11 MODALITES DE FACTURATION ET DE REGLEMENT

11.1 Modalités de transmission des factures

En application des dispositions des articles L2192-1 et suivants, D.2192-1 et suivants, R.2192-3 et suivants du code de la commande publique, le titulaire, transmet ses factures sous forme électronique.

Nota : le dispositif décrit ci-après s'impose également à ses éventuels sous-traitants admis au paiement direct.

Pour ce faire, le titulaire doit utiliser la solution informatique gratuite et sécurisée mise à sa disposition, le portail public de facturation dénommé « Chorus Pro », dans les conditions définies au présent article.

L'application Chorus Pro est accessible depuis l'adresse : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Le titulaire est informé que Chorus Pro est le vecteur exclusif de transmission des factures sous forme dématérialisée : toute transmission de factures par un procédé de dématérialisation autre que Chorus Pro, ou toute transmission par Chorus Pro mais ne comportant pas l'intégralité des mentions obligatoires listées ci-après, ou encore toute transmission sur support papier, ne sera pas acceptée. Par suite, en cas de réception d'une facture non adressée via Chorus Pro, la CPAM 77 informera le titulaire du rejet de sa facture par mail ou par courrier et l'invitera à s'y conformer. En cas de réception d'une facture adressée via Chorus Pro mais ne comportant pas l'intégralité des mentions obligatoires listées ci-après ou comportant des informations erronées, la CPAM 77 informera le titulaire du rejet de sa facture par message généré via Chorus Pro et l'invitera à réadresser via le portail une facture dûment rectifiée.

Ainsi, le titulaire devra, pour pouvoir déposer ses factures, renseigner les champs suivants dans l'outil:

- Le numéro de SIRET, qui identifiera la CPAM 77 en tant que destinataire de la facture : **784 971 301 00022**
- Le code service qui permettra de distinguer les différents services d'une même structure : **code service : 032**
- Le numéro d'engagement qui correspond au NUMERO DE COMMANDE

A défaut de numéro de commande, il conviendra de mentionner le numéro de l'accord-cadre tel qu'il figure sur l'acte d'engagement du présent accord-cadre ou, à défaut, toute référence permettant d'identifier votre prestation.

En cas d'interrogation sur les modalités d'utilisation de ce dispositif, le titulaire pourra consulter:

- le site Communauté Chorus Pro à l'adresse : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>
- l'aide en ligne du portail Chorus Pro.

Mentions devant figurer sur les factures quel que soit leur mode de transmission :

Les factures devront comporter les indications suivantes, conformes à l'accord-cadre :

- nom et adresse du Titulaire ;
- le numéro de facture (la numérotation des factures est chronologique et continue) ;
- nom et adresse du destinataire ;
- le numéro de l'accord-cadre,
- le numéro du bon de commande ;
- la date d'émission de la facture ;
- la désignation des prestations ;
- le prix unitaire H.T, montant de la T.V.A. et le prix T.T.C ;
- le prix total HT, montant total TVA, prix total TTC.

11.2 Modalités de règlement

Les paiements sont effectués selon les règles de la comptabilité publique. Les règles relatives aux acomptes sont fixées par les articles R2191-20, -21 et -22 du Code de la commande publique. Les prestations sont payables et sur présentation de la facture.

La CPAM 77 se libère des sommes dues en exécution du présent accord-cadre en domiciliant ses paiements au crédit du compte ouvert du Titulaire tel qu'indiqué dans l'acte d'engagement, ou à tout autre compte communiqué, par courrier, par le Titulaire. Cette modification ne donne pas lieu à la rédaction d'un avenant.

Le cas échéant, le Titulaire doit impérativement et dans les plus brefs délais, notifier à la CPAM 77 le changement de ses coordonnées bancaires et fournir un nouveau relevé d'identité bancaire. Cette modification ne donnera pas lieu à la rédaction d'un avenant. Le Directeur Financier de la CPAM 77 règle les sommes dues en exécution du présent accord-cadre dans un délai de trente (30) jours, à compter de la réception de la facture, après réalisation par le Titulaire et réception par la CPAM 77 des prestations dans les conditions prévues au présent accord-cadre.

Pour les prix hors bordereaux des prix unitaires, un devis doit être transmis les 5 jours calendaires suivant la demande.

Le non-paiement dans les délais des sommes dues par la CPAM 77 en application du présent accord-cadre, donne lieu de plein droit, et sans autre formalité :

- Au versement des intérêts moratoires au profit du Titulaire :

Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points de pourcentage.

- Au versement d'une indemnité forfaitaire :

Le montant de cette indemnité pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros, conformément à l'article 9 du Décret n°2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

11.3 Acomptes :

Conformément à l'article 12.2 du CCAG Travaux, le titulaire établit chaque mois un état d'acompte basé sur le décompte mensuel, qui prend en compte le montant des travaux réalisés, la TVA, les primes, pénalités, avances, révisions de prix, et retenues de garantie éventuelles.

Il notifie cet état au titulaire dans les 7 jours suivant la demande de paiement. Si ce délai n'est pas respecté, la CPAM paie directement les sommes qu'il admet. En cas de désaccord, il règle au minimum les sommes admises puis verse un complément après résolution du litige, avec intérêts en cas de retard.

Les montants des acomptes mensuels sont provisoires et n'engagent pas définitivement les parties.

ARTICLE 12 AVANCES

Sauf renonciation du Titulaire dans l'acte d'engagement du présent accord-cadre, une avance est accordée dans les conditions de l'article R.2191-3 et suivant du code de la commande publique et de l'article 10 du CCAG-Travaux.

La CPAM 77 accorde une avance lorsque le montant du bon de commande est supérieur à 50 000 euros HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Les règlements d'avance n'ont pas le caractère de paiement définitif et doivent être remboursées, conformément aux articles R2191-11 et R2191-12 du Code de la commande publique.

ARTICLE 13 SOUS-TRAITANCE ET CESSION DU MARCHÉ

13.1 Sous-traitance

Le Titulaire pourra sous-traiter l'exécution de certaines prestations (hors fournitures), objet du présent accord-cadre, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par la CPAM 77 et de l'agrément par elle des conditions de paiements conformément aux articles L2193-1 à L2193-14 et R2193-1 à R2193-22 du Code de la commande publique.

En cas de recours à la sous-traitance, le Titulaire s'engage à faire respecter à ses sous-traitants l'ensemble des clauses du présent accord-cadre.

Le Titulaire demeure entièrement responsable vis-à-vis de la CPAM 77 des prestations sous-traitées.

En tout état de cause, le Titulaire précisera le domaine d'intervention pour lequel il aura recours à la sous-traitance ainsi que la quantité et la nature des prestations mais le Titulaire assurera la maîtrise d'œuvre et la responsabilité de l'ensemble du service.

La demande intervient soit à la remise de l'offre, soit après notification du marché.

Dans les deux cas, le Titulaire remet au Pouvoir Adjudicateur une déclaration de sous-traitance - DC4 disponible sur le site indiqué ci-dessous : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Si la déclaration arrive après notification du marché, le Titulaire doit la transmettre au Pouvoir Adjudicateur soit contre un récépissé soit par courrier recommandé avec avis de réception avec tous les documents indiqués à l'article 5.2.3 du Règlement de Consultation.

La sous-traitance de la totalité de l'accord-cadre est interdite.

Co-traitance :

En cas de groupement, le mandataire est l'interlocuteur privilégié du Pouvoir Adjudicateur.

Ce dernier doit notamment :

- assurer un rôle de coordination au sein du groupement,
- transmettre au Pouvoir Adjudicateur les demandes de paiement du groupement après validation par ses soins,
- transmettre aux membres du groupement les bons de commande et/ou toutes instructions, documents émis par le Pouvoir Adjudicateur,
- éventuellement déclarer les sous-traitants pour acceptation et agrément des conditions de paiement par le Pouvoir Adjudicateur.

13.2 Cession de l'accord-cadre

Le Titulaire doit informer la CPAM 77 de tout projet de fusion ou d'absorption de l'entreprise titulaire et de tout projet de cession de l'accord-cadre. Cette information devra intervenir dans les plus brefs délais et le Titulaire sera chargé de communiquer les documents et renseignements utiles qui lui seront notifiés concernant la nouvelle entreprise à qui l'accord-cadre sera transféré ou cédé.

La cession de l'accord-cadre ne peut avoir lieu qu'avec l'assentiment préalable de la CPAM 77. Si la cession envisagée est de nature, soit à remettre en cause les éléments essentiels relatifs au choix du Titulaire initial du contrat, soit à modifier substantiellement l'économie du contrat, la CPAM 77 refusera la cession.

La CPAM 77 a la faculté de s'opposer à toute cession, sauf dans le cadre de procédures collectives telles que sont les procédures de liquidation et de redressement judiciaire, ou dans les cas de fusion

notamment, lorsque l'activité de fabrication du Titulaire est cédée à la seule condition que le repreneur présente au moins les mêmes compétences et garanties au regard de la CPAM 77 et que le cessionnaire accepte les conditions de l'accord-cadre.

En cas d'acceptation de la cession de l'accord-cadre par la CPAM 77, elle fera l'objet d'un avenant constatant le transfert de l'accord-cadre au nouveau Titulaire.

En revanche, un avenant n'est pas nécessaire dans les cas suivants : reprise du contrat par l'administrateur judiciaire lorsque l'entreprise fait l'objet d'une procédure collective, changement n'affectant pas la forme juridique de l'entreprise mais sa raison sociale ou sa domiciliation, changement de la structure de l'entreprise n'entraînant pas la création d'une nouvelle personne morale (par exemple : transformation d'une SARL en SA).

En cas de cession du présent accord-cadre, le Titulaire devra remettre à la CPAM 77, dès le jour d'effet de la cession de l'accord-cadre et sans formalités supplémentaires, tous les documents en sa possession concernant les prestations effectuées dans le cadre du présent accord-cadre.

ARTICLE 14 PENALITES

En dérogation à l'article 19 du CCAG-Travaux, lorsque les prestations ne sont pas exécutées conformément au CCTP, le Titulaire, peut encourir, sur décision du Pouvoir Adjudicateur et sans mise en demeure préalable, des pénalités forfaitaires. Ces pénalités sont décomptées en jours ouvrés et sont déduites lors du règlement de la facturation à venir, après que le Titulaire en ait été informé par écrit.

Les pénalités ne constituent pas la contrepartie de la réalisation d'une prestation et ne sont ainsi pas concernées par la TVA au sens des articles 256 et suivants du code général des impôts.

Désignation	Montant de la pénalité
Non-respect des consignes d'accès aux locaux	20€ HT par infraction
Nettoyage du chantier non effectué	150€ HT par intervention
Non-respect de la gestion des déchets	30 € HT par jour calendaire de retard
Non remise du plan de prévention	100€ HT par jour calendaire de retard
Non-participation à une réunion de chantier hebdomadaire	50€ HT par réunion
Dépassement de la date de début d'exécution	50€ HT par jour de retard/mission
Dépassement du délai d'exécution	50€ HT par jour de retard

Retard dans les transmissions des devis	50€ HT par jour calendaire de retard
---	--------------------------------------

En dérogation à l'article 19 du CCAG-Travaux, le Titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000.00 € pour chaque bon de commande

Cumul de pénalités

Les pénalités ci avant définies sont cumulables.

Elles sont plafonnées à 10 % maximum du montant de chacun des bons de commandes.

Au-delà, la CPAM 77 peut résilier l'accord-cadre par lettre recommandée avec accusé de réception, en respectant un préavis de 3 mois.

ARTICLE 15 REALISATION DES OUVRAGES

Provenance des matériaux et matériels

L'origine des matériaux, produits et équipements est définie dans le CCTP. Le Titulaire ne peut en modifier la provenance sans l'accord préalable écrit du Maître d'œuvre.

Qualité des matériaux et conformité aux normes

Les matériaux, produits et composants mis en œuvre doivent être neufs, conformes aux prescriptions du marché, aux normes en vigueur (normes françaises homologuées ou, à défaut, normes européennes ou internationales équivalentes), et répondre aux exigences de qualité décrites dans le CCTP.

Vérification qualitative – Essais et épreuves

Le Titulaire se soumet à toute vérification de conformité, essais ou épreuves permettant d'attester la qualité des matériaux, produits et ouvrages réalisés.

Ces vérifications seront effectuées conformément :

- aux stipulations du marché (CCAP/CCTP) ;
- aux normes applicables à la nature des produits concernés.

En l'absence de méthode précisée, le Titulaire proposera des protocoles d'essai soumis à validation du Maître d'œuvre.

Par dérogation à l'article 24.2.2 du CCAG Travaux, les frais liés à l'ensemble de ces vérifications sont intégralement à la charge du Titulaire, même lorsque les résultats sont conformes.

Vérification quantitative

Les quantités de matériaux et produits utilisés seront déterminées contradictoirement entre le Titulaire et le Maître d'œuvre selon les dispositions du CCAG Travaux. Le Titulaire tiendra à jour un relevé précis des fournitures mises en œuvre, sur lequel s'appuieront les constats.

ARTICLE 16 PRESCRIPTION RELATIVES A L'ENVIRONNEMENT

Cet article est complémentaire aux dispositions du CCTP.

Le Titulaire (ainsi que ses cotraitants ou sous-traitants) s'engage à limiter l'impact environnemental du chantier, notamment dans les domaines suivants :

Gestion des déchets

Le Titulaire assure le tri, la collecte, l'évacuation et la traçabilité des déchets produits, conformément à la réglementation et aux prescriptions du marché. Il privilégie les filières locales, le recyclage et la valorisation. Tous les coûts afférents sont à sa charge.

Réduction des nuisances

Le Titulaire met en œuvre des moyens pour limiter les nuisances sonores, les émissions de poussières, les pollutions accidentelles, et maîtrise ses consommations d'eau et d'énergie. L'utilisation de produits éco-labellisés est encouragée.

Organisation et sensibilisation

Un référent environnement doit être désigné. Le personnel intervenant sur le chantier est sensibilisé aux bonnes pratiques.

Des pénalités peuvent être appliquées en cas de non-respect des obligations environnementales.

ARTICLE 17 GARANTIES CONTRACTUELLES ET DEFFAILLANCE DU TITULAIRE

Cet article est complémentaire aux dispositions du CCTP.

Les essais et contrôles des ouvrages, lorsqu'ils sont définis dans l'accord-cadre, sont à la charge du Titulaire.

Délai de garantie :

Le délai de garantie est fixé à un an à compter de la date d'effet de la réception. Pendant ce délai, le titulaire est tenu à l'obligation de parfait achèvement, ce qui implique notamment :

- L'exécution des travaux de finition ou de reprise ;
- La réparation de tous désordres signalés par la CPAM afin d'assurer la conformité de l'ouvrage à son état au moment de la réception ;
- La réalisation des travaux confortatifs ou modificatifs rendus nécessaires à la suite des épreuves prévues par les documents du marché.

Les travaux prescrits par la CPAM sont à la charge du titulaire uniquement si les déficiences sont imputables à ce dernier.

Les réparations liées à l'usage normal ou à l'usure sont exclues de cette garantie.

À l'expiration de ce délai, le titulaire est libéré de ses obligations contractuelles, sauf garanties particulières prévues par les documents particuliers du marché.

Les sûretés constituées au titre de cette garantie sont libérées conformément aux dispositions réglementaires, sauf notification de la CPAM en cas d'empêchement.

Prolongation du délai de garantie :

Si, à l'expiration du délai de garantie défini à l'article 44 du CCAG Travaux, les travaux ou prestations relevant de l'obligation de parfait achèvement ne sont pas totalement exécutés, la CPAM peut décider de prolonger ce délai jusqu'à leur complète réalisation.

Cette prolongation s'applique tant aux travaux exécutés par le titulaire qu'à ceux réalisés d'office conformément aux stipulations du marché.

Mesures coercitives en cas de défaillance du titulaire :

Conformément à l'article 52 du CCAG Travaux, lorsqu'un titulaire ne respecte pas les stipulations du marché ou les ordres de service, la CPAM lui adresse une mise en demeure écrite, lui accordant au minimum 15 jours pour se conformer. Si le titulaire ne répond pas à cette mise en demeure, la CPAM peut soit confier la poursuite des travaux à un tiers, aux frais et risques du titulaire, soit résilier le marché.

Avant de faire appel à un tiers, un état des lieux des travaux réalisés et du matériel est dressé en présence ou après convocation du titulaire. Le titulaire peut reprendre les travaux dans les 30 jours suivant la décision, à condition de démontrer qu'il dispose des moyens nécessaires. Passé ce délai, la résiliation est prononcée.

Les frais liés à ces mesures coercitives, ainsi que les surcoûts du nouveau marché, sont à la charge du titulaire défaillant et peuvent être retenus sur ses paiements ou sûretés.

Le titulaire défaillant peut toutefois suivre l'exécution des travaux, sans pouvoir entraver les ordres du maître d'œuvre.

ARTICLE 18 RESPONSABILITE ET ASSURANCE

18.1 Garantie

Les pièces fournies par le Titulaire sont garanties, dans les conditions prévues à l'article 44 du CCAG-Travaux.

18.2 Assurance

Conformément à l'article 8 du CCAG-Travaux, le Titulaire s'engage à souscrire une police d'assurance garantissant ses responsabilités à l'égard des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par la conduite des prestations et les modalités de leur exécution.

Le Titulaire est responsable de tous les accidents qui peuvent survenir à son personnel ou par le fait de celui-ci, de tous dommages ou dégâts causés aux biens du Pouvoir Adjudicateur, notamment, les vols, accidents et autres sinistres causés par négligence ou manquement dans l'exécution du marché.

Le Titulaire s'engage à présenter au Pouvoir Adjudicateur le justificatif de cette souscription à la notification du marché, une fois par an en cas de reconduction ou encore à tout moment sur demande du Pouvoir Adjudicateur. L'attestation d'assurance produite par le Titulaire comprend notamment la nature, le niveau de garanties, les exclusions de garantie, ainsi que la durée.

Ces dispositions s'appliquent également aux sous-traitants.

ARTICLE 19 OBLIGATIONS ET ENGAGEMENTS DES PARTIES

Le Titulaire reconnaît comme essentiel de garantir la qualité et la conformité des prestations qu'il assure dans le cadre du présent accord-cadre.

La qualité et la conformité résultent notamment :

- du respect des stipulations du Cahier des Clauses Administratives Générales, du présent CCAP, et des prestations à exécuter,
- du respect des délais indiqués,
- de l'application des normes en vigueur applicables au Titulaire.

Le Titulaire s'engage de façon générale à assurer la qualité des prestations au niveau le plus élevé en adéquation avec les usages professionnels et les règles de l'art.

- Engagements

Le Titulaire accepte sans aucune réserve que la CPAM 77 puisse réaliser ou faire réaliser des contrôles sur la qualité des prestations qu'il fournit.

Les différents contrôles et mesures, matérialisés notamment par des constats ou des rapports effectués par la CPAM 77 ou par un tiers à leur demande sont opposables au Titulaire.

Si le Titulaire entrave l'exercice du droit de contrôle de la CPAM 77 en cours d'exécution de l'accord-cadre, il encourt une résiliation de l'accord-cadre pour faute.

- Devoir d'information

Le Titulaire est tenu de notifier immédiatement à la CPAM 77 les modifications survenant au cours de l'exécution de l'accord-cadre et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;

- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;
- et, plus généralement, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement de l'accord-cadre.

Il en est de même :

- de toute modification, suppression ou résiliation de ses polices d'assurance couvrant les responsabilités ;
- de toute disposition législative ou réglementaire ou décision de justice prononçant son exclusion des marchés publics.

Conformément au présent CCAP, l'accord-cadre peut être résilié aux torts du Titulaire, si celui-ci ne respecte pas son obligation d'information à l'égard de la CPAM 77.

- Devoir de conseil

Le Titulaire reconnaît être tenu à une obligation générale de conseil, et notamment de recommandation envers la CPAM 77. A ce titre, le Titulaire s'engage à fournir à la CPAM 77 l'ensemble des conseils, des mises en garde et recommandations nécessaires à la bonne exécution de l'accord-cadre. Le Titulaire informe la CPAM 77 de toute difficulté rencontrée dans la réalisation du présent accord-cadre.

Toutes les informations (conseils, mises en garde, recommandations...) communiquées oralement à la CPAM 77 donnent obligatoirement lieu à la remise d'un document écrit de confirmation au plus tard sous 8 jours, et adressé à l'ensemble des interlocuteurs qui lui auront été désignés.

D'une manière générale, le Titulaire s'engage à déployer tous les efforts utiles pour obtenir les meilleurs résultats possibles et attendus au titre du présent accord-cadre.

ARTICLE 20 PERSONNEL DU TITULAIRE

Il est expressément entendu que les personnels du Titulaire demeurent à tous les égards les salariés de ce dernier (législation du travail, sécurité sociale, congés payés, déplacements ...). Le personnel du Titulaire demeure sous sa responsabilité juridique, son autorité hiérarchique et son contrôle.

A ce titre, pendant toute la durée de l'accord-cadre, le Titulaire fait son affaire personnelle :

- des problèmes d'horaires et d'effectifs pour l'observation de la législation du travail relatifs notamment à la durée du travail, aux repos hebdomadaires et complémentaires et aux congés annuels ou autres ;
- des accidents de trajet ou du travail qui pourraient survenir du fait ou à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre ainsi que du règlement de toutes cotisations sociales exigibles afférentes à son personnel.

Cette règle s'applique également aux éventuels sous-traitants.

ARTICLE 21 PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT EMPREINTE SOCIETALE

21.1 Dispositions générales

La CPAM 77 porte une attention particulière à la contribution de ses partenaires pour le développement durable. A ce titre, le Titulaire présente ses engagements en termes de responsabilités environnementale, économique et sociale, ainsi que les actions mises en œuvre dans ce sens.

Le Titulaire s'engage :

- à appliquer une politique d'entreprise évolutive en faveur des objectifs tels que l'emploi de durée indéterminée et l'embauche ou actions en faveur de travailleurs handicapés. Il facilite l'accès des personnes en difficulté à l'emploi,
- à respecter les directives européennes et toutes réglementations nationales en vigueur relatives au recyclage des déchets et à son impact sur l'environnement,
- à respecter dans leur entreprise à l'égard de leurs salariés, le code du travail, la convention nationale applicable à la profession.

21.2 Dispositions spécifiques

POLLUTIONS EXTERNES

Le Titulaire est responsable de la pollution du sol, de l'eau et de la pollution de l'air qu'il induit par ses activités.

La pollution de l'air (émission de poussières et mauvaises odeurs) devra être limitée par toutes dispositions utiles incluse dans l'offre du Titulaire : aspiration, confinement, humidification et nettoyage journalier du chantier.

Nota : Les rejets par le Titulaire des peintures, colles, enduits restants ou usagés, ou le nettoyage des outils dans les sanitaires et les rejets de ces produits dans les canalisations (EP, EU, EV) et caniveaux, dévidoirs du site est formellement interdit et passible de pénalités le cas échéant et de réfection et/ou dégorgements aux frais du Titulaire.

ARTICLE 22 REFERENCES COMMERCIALES

Le Titulaire ne pourra faire référence au présent marché, qu'après accord préalable et exprès de la CPAM 77. Cet agrément s'effectuera au coup par coup.

ARTICLE 23 MODIFICATION DU PRESENT MARCHÉ

Le présent marché peut être modifié dans les conditions présentées aux articles L2194-1, L2194-2, et R2194-1 à R2194-10 du Code de la commande publique.

Conformément à l'article L2194-1, le présent marché peut notamment être modifié sans nouvelle procédure de mise en concurrence dans les conditions prévues par voie réglementaire, lorsque :

- 1° Les modifications ont été prévues dans les documents contractuels initiaux ;
- 2° Des travaux, fournitures ou services supplémentaires sont devenus nécessaires ;
- 3° Les modifications sont rendues nécessaires par des circonstances imprévues ;
- 4° Un nouveau titulaire se substitue au titulaire initial ;
- 5° Les modifications ne sont pas substantielles ;
- 6° Les modifications sont de faible montant.

ARTICLE 24 RESILIATION DU MARCHÉ

La résiliation est notifiée au Titulaire, par lettre recommandée avec accusé de réception, la date portée sur l'accusé de réception faisant foi.

La résiliation de l'accord-cadre n'entraîne pas la résiliation des droits acquis par la CPAM 77 au titre des prestations exécutées par le Titulaire.

Il est fait application du chapitre 7 du CCAG-Travaux.

24.1 Résiliation pour motif d'intérêt général

La CPAM 77 se réserve le droit de résilier pour motif d'intérêt général, le présent accord-cadre à tout moment, par lettre recommandée avec accusé de réception avec un préavis de deux mois.

24.2 Résiliation pour faute du Titulaire

Après signature de l'accord-cadre, la CPAM 77 peut résilier celui-ci aux torts du Titulaire dans les cas suivants :

- Postérieurement à la signature de l'accord-cadre, les renseignements et documents produits par le Titulaire, à l'appui de sa candidature ou exigés préalablement à l'attribution de l'accord-cadre s'avèrent inexacts ;
- Le Titulaire contrevient aux obligations légales ou réglementaires relatives au travail ou à la protection de l'environnement ;
- Le Titulaire n'a pas produit les attestations d'assurance exigées ;
- Postérieurement à la signature de l'accord-cadre, le Titulaire a fait l'objet d'une interdiction d'exercer toute profession industrielle ou commerciale ;
- Le Titulaire ne s'est pas acquitté de ses obligations dans les délais contractuels ;
- Le Titulaire refuse l'exécution d'un bon de commande ;

- Le Titulaire a sous-traité en contrevenant aux dispositions législatives et réglementaires relatives à la sous-traitance, ou il n'a pas respecté les obligations relatives aux sous-traitants mentionnées aux articles du CCAG-Travaux ;
- Le Titulaire déclare, indépendamment des cas de décès ou d'incapacité civile, ne pas pouvoir exécuter ses engagements ;
- Le Titulaire n'a pas communiqué les modifications mentionnées au titre de son devoir d'information si ces modifications sont de nature à compromettre la bonne exécution de l'accord-cadre ;
- Le Titulaire s'est livré, à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre à des actes frauduleux ;
- Le Titulaire ou le sous-traitant ne respecte pas les obligations relatives à la confidentialité et à la sécurité ;
- En application des cas répertoriés dans l'acte d'engagement et dans le présent CCAP.

24.3 Conséquences de la résiliation de l'accord-cadre

La résiliation de l'accord-cadre ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées contre le Titulaire à raison de ses fautes.

Conformément à l'article 52 du CCAG-Travaux, la CPAM 77 peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par l'accord-cadre, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation de l'accord-cadre prononcée aux torts du titulaire.

ARTICLE 25 REGULARISATION DE LA SITUATION FISCALE ET SOCIALE DU TITULAIRE

Dans le cadre de la lutte contre le travail illégal :

En application des articles L.8222-1 et L.8222-4 du code du travail relatif au travail dissimulé, le Titulaire de l'accord-cadre remet à la CPAM 77 les pièces prévues aux articles D.8222-5 du même code pour le cocontractant établi en France et D.8222-7 pour celui établi ou domicilié à l'étranger. Dans ce dernier cas, les pièces doivent être rédigées en langue française ou être accompagnées d'une traduction en langue française.

En application des articles D.8254-1 à D.8254-4 du code du travail, relatifs à l'emploi d'étrangers non autorisés à travailler, le Titulaire de l'accord-cadre remet à la CPAM 77 la liste nominative des salariés étrangers affectés à la prestation, comprenant pour chacun sa date d'embauche, sa nationalité, le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Ces pièces sont à envoyer par le titulaire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre à l'adresse suivante : achats.marches.cpam-seine-et-marne@assurance-maladie.fr

Conformément à l'article L2195-2 du Code de la Commande publique, en cas de non remise desdits documents, la CPAM 77 peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier par courrier recommandé avec accusé de réception, le présent accord-cadre, aux torts exclusifs du Titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité, conformément à l'article relatif à la résiliation du présent

CCAP. La mise en demeure est notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception. Elle est assortie d'un délai d'exécution à compter de la date de notification du courrier. La date de résiliation est précisée dans le courrier adressé au Titulaire.

ARTICLE 26 DIFFERENDS ET LITIGES

La CPAM 77 et le Titulaire de l'accord-cadre s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations de l'accord-cadre ou à l'exécution des prestations objet de l'accord-cadre.

Tout différend entre le Titulaire et la CPAM 77 doit faire l'objet, de la part du Titulaire, d'une lettre de réclamation exposant les motifs de son désaccord et indiquant, le cas échéant, le montant des sommes réclamées. Cette lettre doit être communiquée à la CPAM 77 dans le délai de deux mois courant à compter du jour où le différend est apparu, sous peine de forclusion.

La CPAM 77 dispose d'un délai de deux mois, courant à compter de la réception de la lettre de réclamation, pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

Si le litige persiste, la CPAM 77 ou le Titulaire de l'accord-cadre peut soumettre tout différend qui les oppose au Comité consultatif amiable des litiges, dans les conditions mentionnées à l'article L2197-3 du Code de la commande publique.

En cas de litige persistant, il sera fait application du droit français relevant de la juridiction compétente du Tribunal judiciaire de Melun situé en Seine et MARNE.

ARTICLE 27 LISTE RECAPITULATIVE DES DEROGATIONS AU CCAG

L'article 3 du présent CCAP déroge à l'article 4 du CCAG-Travaux

L'article 5 du présent CCAP déroge à l'article 3.7 du CCAG-Travaux.

L'article 7 du présent CCAP déroge à l'article 3.7 du CCAG Travaux

L'article 7.3 du présent CCAP déroge à l'article 50 du CCAG Travaux

L'article 14 du présent CCAP déroge à l'article 19 du CCAG-Travaux.

L'article 15 du présent CCAP déroge à l'article 24.2.2 du CCAG-Travaux